EurAc exhorte l'UE à prendre des actions concrètes contre le régime burundais

EurAc,Â 15/05/2018 NOUVEAU RAPPORT - Burundi : l'UE doit prendre des mesures fortes et concrÃ¨tes pour mettre fin aux abus graves du rÃ©gime, dans le contexte du prochain rÃ©fÃ©rendum Dans son nouveau rapport "DÃ©rives autoritaires et anÃ©antissement Ã huis-clos des voix dissidentes au Burundi. Quel rÃ´le pour l'Union EuropÃ©enne ?Â " publiÃ© aujourd'hui Ã l'occasion d'une confÃ©rence de presse organisÃ©e Ã Bruxelles, le RÃ©seau europÃ©en pour l'Afrique centrale (EurAc) exhorte l'Union europÃ©enne (UE) et ses Etats membres Ã prendre des actions concrÃ¨tes pour mettre fin aux abus graves commis par le rÃ©gime en place, notamment dans le contexte du rÃ©fÃ©rendum trÃ¨s contestÃ© qui sera organisÃ ce jeudi 17 mai et qui a Ã©tÃ© caractÃ©risÃ© par une rÃ©pression brutale et mÃªme meurtriÃ¨re de toutes voix critiques.

Depuis lâ€™explosion de la crise politique en 2015, date Ã laquelle le PrÃ©sident de la RÃ©publique Pierre Nkurunziza a dÃ© de briguer un troisiÃ¨me mandat en violation de la Constitution et de lâ€™Accord dâ€™Arusha, une campagne de rÃ©pression systÃ©matique des voix dissidentes, dâ€™usage disproportionnÃ© de la force lors des manifestations, de discours de haine, de violences sexuelles et autres violations graves et Ã grande Ã©chelle des droits et des libertÃ©s fondamentales par le rÃ©gime, est Ã lâ€™Å“uvre dans ce pays. L'annonce en dÃ©cembre dernier de l'organisation d'un rÃ©fÃ©rendum constitutionnel controv en vue de l'adoption d'un nouveau projet de Constitution a encore aggravÃ© la situation, le projet remettant en question les acquis de l'Accord d'Arusha et permettant Ã©galement Ã Pierre Nkurunziza se prÃ©senter pour un 4Ã¨meÂ mandat lors des Ã©lections de 2020 et de rester potentiellement au pouvoir jusqu'en 2034. De plus, le dialogue politique rÃ©gional sous la mÃ©diation de la CommunautÃ© de l'Afrique de l'Est (EAC) visant Ã mettre fin Ã la crise est actuellement dans une impasse et le rÃ©gime autocratique burundais est de plus en plus isolÃ© sur la scÃ¨ne internationale. Ceci, combinÃ© Ã la situation socio-Ã©conomique alarmante qui affecte les Burundais dans leur vie quotidienne, Ã la dÃ©tÃ©rioration continue de la situation humanitaire des rÃ©fugiÃ©s burundais et Ã la radicalisation accrue du pouvoir, crÃ©e une situation explosive et une nouvelle et dangereuse menace Ã la paix et Ã la sÃ©curitÃ© au Burundi et dans la rÃ©gion des Grands Lacs. Tout en accueillant la rÃ©centeÂ dÃ©clarationÂ de la haute reprÃ©sentante de lâ€™UE Federica Mogherini, EurAc reste convaincu qu'Â donnÃ© l'Ã©volution politique et sÃ©curitaire extrÃªmement alarmante dans le pays, il est temps que l'UE et ses Ã‰tats membr joignent les gestes Ã la parole et s'engagent par des actions concrÃ¨tes et fermes pour soutenir la paix et la protection des droits humains au Burundi, un pays encore largement absent de l'agenda international, en particulier europÃ©en. EurAc demande donc Ã l'UE et ses Ã‰tats membres de notamment : Etendre les sanctions ciblÃ©es europÃ©ennesÂ (interdiction de pÃ©nÃ©trer sur le territoire de l'UE et gel des avoirs) dÃ©jÃ adoptÃ©es en octobre 2015 l'Ã©gard de quatre personnes, etÂ cibler de nouveaux individusÂ qui font partie du cercle rapprochÃ© du PrÃ©sident Nkurunziza, et qui sontÂ responsables de violations des droits humains et/ou qui profÃ¨rent des discours de haine, notamment Ã connotation ethniqueÂ ; Suspendre le soutien financierÂ utilisÃ© pour financer les salaires et indemnitÃ©s de dÃ©ploiement du contingent burundais au sein de la Mission de lâ€™Union Africaine en Somalie (AMISOM) pratique en totale contradiction avec la suspension de l'aide directe au titre de l'article 96 de l'accord de Cotonou et etÂ faire pression sur l'Union africaineÂ pour trouver unÂ remplacement aux troupes burundaises, afin que cette mission puisse continuer Ã remplir son rÃ´le vital en SomalieÂ ; Stopper le soutien de lâ€™UE au processus de mÃ©diation tel quâ€™il est menÃ© actuellement par lâ€™EAC, faute dâ€™une inclusivitÃ© et dâ€™une crÃ©dibilitÃ© su la mise en place par lâ€™Union Africaine dâ€™une Ã©quipe de mÃ©diation et de facilitation neutre et consensuelleÂ ;Exhor Ã‰tats membres de l'UE Ã Â fournir un soutien financier souple et direct renforcÃ©Â aux organisations de la sociÃ©tÃ© c et des mÃ©dias, notamment les organisation de femmes,Â qui travaillent encore sur le terrain mais aussi ceux et celles en exil, en particulier celles qui Å“uvrent pour la promotion et la protection des droits politiques, civils, Ã©conomiques et sociaux et des mÃ©diasÂ Pour lire le rapport complet ainsi que les principales recommandations d'EurAc Ã l'Union EuropÃ©enne, veuillez CliquerÂ ICI.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});